PROCES-VERBAL DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE DE VAL-DE-TRAVERS DU LUNDI 12 MARS 2018, A ST-SULPICE, HALLE DE GYMNASTIQUE

Présidence : Mme Christiane Barbey (UDC)

La présidente ouvre la séance à 20h00. Elle souhaite la bienvenue à l'Assemblée et plus particulièrement à M. Francis Racine, qui prend place sur les bancs du Législatif en remplacement de Mme Johana Eidam Vautherot.

---

1. APPEL

La présidente demande au chancelier de bien vouloir procéder à l'appel :

Présents **:** 37 membres.

- *Pour le PLR* *:* Gilles Aeschimann ; Malo Bortolini ; Jean-Paul Christen ; Quentin Di Meo ; Florian Dreyer ; Jean-Philippe Franel ; Hans Peter Gfeller ; Laurent Patthey ; Francis Racine ; Jean-Michel Rossetti ; Céline Rufener Eschler ; Roland Schorderet et Pierre-Alain Wyss.
- *Pour le PS* *:* Jean-Noël Bovard ; Gabriel Cimenti ; Gloria Dias ; Nathalie Ebner Cottet ; Sarah Fuchs-Rota ; Antoinette Hurni ; Cécile Mermet Meyer ; Lydie Stirnemann ; Loris Vuilliomenet et Pierre Wexsteen.
- *Pour le POP* *:* Adriana Ioset et Philippe Vaucher.
- *Pour Les Verts* *:* Thierry Ray ; Sergio Santiago et Marie-France Vaucher.
- *Pour l'UDC* *:* Christiane Barbey ; Laurent Kramer ; Paul-André Matthey-Doret ; Sokol Mehmetaj ; Niels Rosselet-Christ ; Frédéric Schlosser ; Jean-Claude Schülé et Sylvia Schülé.
- *Indépendant* M. Manfred Neuenschwander.

Excusés **:** 4 membres – M. Francy Dumont (PLR), Mme Margherita Giovenco (PS), M. François Oppliger (PS) et M. Alexandre Toimil (PS).

Les 5 conseillers communaux, le chancelier M. Alexis Boillat, Mme Valérie Marquis, secrétaire à la Chancellerie, ainsi que 11 spectateurs sont présents.

La présidente rappelle ensuite l'ordre du jour, qui se présente comme suit :

1. Appel
2. Lettres et pétitions
3. Procès-verbal de la séance ordinaire du 11 décembre 2017
4. Nomination d'un membre au Conseil d'établissement scolaire suite à la démission de Mme Johana Eidam Vautherot
5. Modification du plan d'aménagement local de Boveresse ZP2 Les Coeubles et de Travers ZP2 La Presta
6. Abrogation du Règlement concernant l'exécution et la réfection de fouilles du 2 juin 2010
7. Nouveau Règlement sur le statut du Conseil communal abrogeant celui du 16 février 2009
8. Communications du Conseil communal
9. Motions propositions et projets d'initiatives communales
10. Résolutions
11. Interpellations et questions

Aucune modification de l'ordre du jour n'étant demandée, la présidente considère ce dernier comme accepté.

2. LETTRES ET PETITIONS

Aucune lettre n'est parvenue à la présidence.

3. PROCES-VERBAL DE LA SEANCE ORDINAIRE DU 11 DECEMBRE 2017

Le procès-verbal ne suscitant aucun commentaire, il est accepté à l'unanimité avec remerciements à son auteur.

4. NOMINATION D'UN MEMBRE AU CONSEIL D'ETABLISSEMENT SCOLAIRE SUITE A LA DEMISSION DE MME JOHANA EIDAM VAUTHEROT

La présidente laisse la parole à l'Assemblée afin qu'elle propose un membre à cette commission.

Au nom du groupe PLR, M. Quentin Di Meo propose :

- ✓ M. Roland Schorderet

Aucun autre candidat n'étant présenté, M. Roland Schorderet est élu tacitement au CES et en est félicité.

5. MODIFICATION DU PLAN D'AMENAGEMENT LOCAL DE BOVERESSE ZP2 LES COEUBLES ET DE TRAVERS ZP2 LA PRESTA

La présidente laisse préalablement la parole au chef du dicastère du territoire, des sports et de la culture (DTSC).

M. Christian Mermet (cc) s'exprime en ces termes : « *Cette modification de la planification territoriale des cadastres de Boveresse et de Travers est née d'un projet agricole. Un projet de construction pour un rural aux Sagnettes a été élaboré puis appuyé par la Chambre d'agriculture, le projet de subventionnent avait aussi été mis en place et pour finir le dossier de demande de permis de construire a été déposé à la commune. Lors de ce dépôt, nous avons décelé un problème par rapport à l'affectation et nous n'avons pas été les seuls à relever cette problématique. En fait, le projet de développement de la ferme est en zone de protection ZP2, zone de protection qui empêche toute construction. Il faut relever que lorsque ces zones d'affection ont été posées, les anciennes communes n'ont pas toujours mesuré les contraintes fortes qui seraient liées à ces mesures de protection. A ce stade, il faut relever la bonne foi de l'agriculteur ; d'une part, lors de la transmission de certaines parcelles, il n'a pas été rendu attentif à ces contraintes, et d'autre part, la Chambre d'agriculture n'a pas non plus identifié ce problème lors du développement du projet. Au vu de ces blocages, la commune a réuni tous les partenaires impliqués dans ce processus : le SAT, la Chambre d'agriculture, les opposants, c'est-à-dire le WWF et Pro Natura, et bien entendu le porteur du projet. Le premier constat fut qu'il y avait deux voies possibles, soit abandonner le projet, soit modifier l'affectation de la zone, des dérogations n'étant pas possibles. Il a été décidé de prendre le chemin de la modification de l'affectation et cela pour plusieurs raisons. Pour en citer quelques-unes :*

- *La zone de la ferme ne présente actuellement qu'un intérêt limité quant à la protection de la nature. Il faut dire que le milieu naturel est relativement pauvre dû à une exploitation agricole intensive depuis plusieurs années.*
- *Il paraissait pertinent de concentrer la protection sur des éléments de qualité véritablement dignes de protection.*
- *C'était aussi l'opportunité de valoriser mieux, par l'effet de compensation, d'autres sites naturels dont le besoin de protection à étendre était avéré.*

En l'occurrence, pour cette compensation, le choix s'est porté sur le site de l'étang de la Presta avec deux facteurs déclenchants. D'une part, il existe un projet privé de parcours nature et tourisme dans la zone voisine qu'il est pertinent de coordonner, voire de soutenir, avec nos démarches. D'autre part, le programme de subvention de la Confédération, dans le cadre des mesures urgentes, met l'accent sur les zones humides à renaturer. Cela nous permet d'accéder à 40% de subventions cette année pour ce type d'intervention. Ainsi, nous nous passons d'un problème de planification et d'une mise en danger d'une petite exploitation à un concept plus global, avec compensation d'une zone, sur une autre, développement d'un projet agricole, de protection de milieu naturel et de développement de sa qualité grâce à une démarche de renaturation. Pour rappel, tout ceci est dans la droite ligne de notre programme de législature qui prévoit d'une part les qualités naturelles, mais surtout le développement de l'aspect naturel de Val-de-Travers, tout en développant cela avec un développement économique qui puisse être de qualité. La mise en œuvre de ce concept est un très long chemin, que nous avons essayé de raccourcir pour ne pas mettre en péril l'exploitation agricole. Pour mémoire, plus de trois ans de démarches et de négociations jusqu'à aujourd'hui. Le chemin choisi a été celui-ci : nous avons identifié le but à atteindre et les contraintes à mettre en place au niveau protection et avons fait signer à tous les propriétaires et exploitants concernés des conventions formalisant les nouvelles règles à appliquer, tant aux Sagnettes qu'à la Presta. Nous avons parallèlement étudié quelles mesures devaient être exécutées, dans le cadre des compétences du Conseil communal, pour valoriser l'étang à la Presta. Tous ces éléments, conventions et engagement du Conseil communal ont permis de délivrer le permis de construire fin 2016.

Dans la pratique, toutes les règles et contraintes contenues dans le rapport soumis, sont déjà appliquées sur le terrain du fait des conventions signées en novembre 2016. Ce qui nous a permis de lever les oppositions avant la fin du processus qui nous occupe aujourd'hui, pour que les travaux débutent au printemps 2017.

Je me dois de rappeler que les opposants ont beaucoup hésité à ne pas recourir contre la levée d'opposition avant la validation définitive de la modification des zones que vous examinez aujourd'hui. Pour mémoire, s'ils n'étaient pas entrés en matière, le timing aurait été, en lieu et place du printemps dernier pour la construction :

- *Présentation du projet au CG de novembre dernier reporté à aujourd'hui suite à l'annulation du CG, c'était le seul objet à l'ordre du jour.*
- *Examen et je l'espère approbation aujourd'hui.*
- *Délai référendaire.*
- *Si aucun recours n'est déposé, publication de la modification.*
- *Si pas de nouvelle opposition, validation après signatures du Conseil d'Etat et de l'ARE.*
- *Le permis de construire reprend son cours au mieux l'automne prochain, et avec les appels d'offre et diverses démarches, les travaux peuvent démarrer au printemps 2019.*

Si les subventions sont toujours disponibles, les travaux peuvent commencer avec deux ans de retard supplémentaire.

Le choix du Conseil communal a été, dans la limite de ses compétences, d'essayer de réduire autant que faire se peut, les délais pour ces processus.

En conclusion, je dirais que nous solutionnons un problème privé en mettant en œuvre un processus de renaturation qui s'inscrit pleinement dans la ligne de notre programme de législature. Avec le projet industriel Mauler et son volet renaturation, c'est ainsi une deuxième étape du programme de Val-de-Travers "développement et qualités naturelles" ».

La présidente ouvre la discussion générale.

M. Di Meo (PLR) prend la parole : « *Le groupe PLR a étudié avec attention cette modification du plan d'aménagement local de Boveresse et de Travers ; respectivement Les Coeubles et la Presta. Il remercie le Conseil communal et acceptera le rapport tel que présenté.*

Ce qui est plus fâcheux c'est la procédure qui a suscité beaucoup de doutes et de questions parmi les élus PLR. Une fois de plus, la question qui caractérise tant notre hémicycle est apparu : et si on

disait non, il se passerait quoi ? Devant le mur, nous n'avons guère de choix. Heureusement que le dossier tient la route, qu'il est cohérent et raisonnable.

Dans ce dossier, un problème de calendrier se pose clairement. En effet, des oppositions provenant de Pro Natura et du WWF s'attaquent à un permis de construire permettant la construction d'un bâtiment agricole déjà bien avancé, qui plus est basé sur un élément qui n'était pas légal et fait justement l'objet de ces oppositions. Il y a de quoi perdre son latin dans l'administration cantonale. Comment peut-on délivrer des permis de construire dans ces conditions ? N'y aurait-il pas dû avoir d'opposition avant ?

Un élément incomplet dans le dossier du bureau Carline, à la rubrique 1.3 nous pousse à demander au Conseil communal si la séance d'information a bel et bien eu lieu et quels sont les éléments qui en sont ressortis ?

En outre, sachant que dans les prochains mois, le Conseil d'Etat va mettre en œuvre la nouvelle loi sur l'aménagement du territoire pour l'ensemble du canton de Neuchâtel, nous souhaitons savoir si toute la procédure respecte d'ores et déjà la législation à venir.

Pour terminer, nous demandons un éclaircissement quant aux coûts engendrés par ce rapport. Une erreur a été commise et il est délicat d'identifier l'auteur. Cependant, nous souhaiterions savoir qui va payer les procédures supplémentaires liées à ce dossier et à combien celles-ci se montent-elles ? »

Mme Adriana Ioset (POP) s'exprime à son tour : « *Le rapport présenté nous laisse songeur quant à la manière dont les autorités précédentes ont traité le dossier. Mais la question n'est pas là. D'un côté, il y a un agriculteur qui doit moderniser son exploitation pour que celle-ci corresponde aux normes actuelles, de l'autre côté une zone protégée qui, en l'état, empêche cette modernisation. La solution proposée par le Conseil communal permet de moderniser l'exploitation agricole tout en apportant un réel plus à la zone humide de la Presta.*

Cette solution, bien qu'elle ressemble un peu à un drôle de bricolage, satisfait tant les organisations de protection de la nature que l'agriculteur. Il n'y a donc à notre avis aucune raison objective de s'y opposer. C'est pourquoi nous entrerons en matière et accepterons les modifications telles que proposées. »

Mme Marie-France Vaucher (Les Verts) prend ensuite la parole : « *Nous avons pris connaissance avec intérêt de la modification du plan d'aménagement de Boveresse. Ainsi, nous découvrons une démarche initiée il y a quelques années, soumise à la commission d'urbanisme et de développement durable dans le cadre d'un permis de construire, à l'époque où notre groupe disposait alors d'un représentant.*

Depuis, il aura fallu une opposition de deux organismes de protection de la nature pour découvrir la sensibilité de cet endroit et son classement en zone de protection 2. Nous ne pouvons ce soir qu'encourager une meilleure connaissance et information envers les propriétaires de toutes ces zones classées sous protection à l'époque des anciennes communes, avec une règlementation particulière, et qui font aujourd'hui partie intégrante des règlements d'aménagement applicables à Val-de-Travers.

Plusieurs signes dans le rapport très détaillé, comme la formalisation de la protection existante ainsi qu'une vision locale, permettent d'affirmer que cette portion de territoire est actuellement malmenée. Nous espérons que la nouvelle règlementation et les contrôles futurs à formaliser également – et c'est un appel clair du pied – permettront un meilleur respect que jusqu'ici.

Nous avons également des interrogations autour de cette nouvelle construction. Tout d'abord sur l'implantation future du bâtiment, à l'écart du bâti existant et qui ne nous semble pas constituer un ensemble cohérent et compact. Ensuite, sur les impacts d'une intensification par une exploitation agricole dans ce vallon déjà bien exploité par d'autres agriculteurs ; l'étude d'impacts a-t-elle déjà été réalisée ? Quelles sont les conclusions ? Et enfin, nous souhaiterions connaître ce qu'il est ressorti de la séance d'information publique prévue dans le cadre de la procédure.

Nous remercions le Conseil communal de nous éclairer sur ces trois points particuliers, à savoir l'implantation future du bâtiment, la réalisation d'une étude d'impacts et les résultats de la séance d'information.

Nous ne combattrons pas l'entrée en matière ni la validation de cette modification, quand bien même nous avons l'amer sentiment de devoir sacrifier une zone au profit de la renaturation de l'étang de la Presta, dont nous ne manquerons pas de suivre les évolutions. »

Mme Lydie Stirnemann (PS) s'exprime à son tour : « *Héritage des anciennes communes, nous devons aujourd'hui assumer les conséquences du manque de conscience et des implications futures des planifications territoriales de nos prédécesseurs. Si le but de l'objet de ce soir n'est pas de trouver des coupables mais bien des solutions, le fait de devoir assumer financièrement ces modifications de plans d'aménagement nous désole. Personne n'avait remarqué que les normes n'étaient pas respectées, tant la Chambre de l'agriculture que la commune, tant le Canton ou l'agriculteur.*

Cela fait 20 ans que l'exploitant utilise cette zone comme tel. Nous avons aujourd'hui l'opportunité de formaliser la protection existante du ruisseau des Sagnettes, de compenser intelligemment ces terrains, en revitalisant une zone à fort potentiel proche de La Presta et de permettre à M. Robert-Nicoud de construire son bâtiment et d'exploiter son domaine de manière optimale en accord avec la loi.

Nous souhaitons qu'à l'avenir, nous tous, acteurs de la commune, fassions notre possible pour pouvoir éviter que des situations similaires ne se reproduisent, et qu'au Conseil général nous ne soyons pas mis devant le fait accompli.

Notre groupe se prononcera en majorité favorablement à cette modification. »

M. Paul-André Matthey-Doret (UDC) prend ensuite la parole : « *Le groupe UDC a pris connaissance du rapport du Conseil communal concernant la modification du plan d'aménagement local de Boveresse (Les Coeubles) et de Travers (La Presta). Nous pensons qu'il est judicieux de permettre à une exploitation agricole de travailler de façon plus rationnelle aux Coeubles et d'augmenter la surface de protection communale de la Presta qui protège l'ensemble de la zone humide.*

Au vu de cela, le groupe UDC acceptera l'entrée en matière ainsi que le projet d'arrêté portant modification des plans et règlements d'aménagement communaux de Boveresse et Travers. »

M. Mermet (cc) remercie les porte-parole des groupes pour leur accueil de ce rapport et concède qu'il a fallu être créatif pour aller un peu plus vite ; les procédures sont tellement longues, que cela peut mettre en danger des projets voire des exploitations. Dans le cas présent, plus de cinq ans de procédure auraient pu être nécessaires, ce qui paraissait difficile à mettre en œuvre.

En réponse aux questions posées et tout d'abord pour lever un malentendu, M. Mermet précise qu'il n'y a pas eu d'octroi de permis de construire avant l'opposition. C'est bien lors de la demande de permis qu'il y a eu des oppositions, ce qui a bloqué la procédure. Rien n'a été construit sans permis de construire. Le projet a été mis en œuvre et tous les partenaires ont signé des conventions, à la lumière desquelles la commune a pu lever les oppositions. Le WWF et ProNatura ont alors accepté de ne pas faire recours contre cette levée d'oppositions parce que les règles, qu'il est aujourd'hui demandé au Législatif d'approuver formellement, étaient déjà appliquées sur le terrain par des accords entre privés. Si le Conseil général n'acceptait pas cette modification des zones de protection à La Presta et aux Sagnettes, les agriculteurs et propriétaires de ces terrains devraient respecter, par convention, les règles qu'il est demandé à l'Assemblée de formaliser ce soir. Par contre, cela n'apparaîtrait pas dans la planification cantonale, sur des cartes ou des plans. Les privés se sont déjà engagés à faire appliquer ces règles. L'agriculteur locataire du terrain à La Presta, qui appartient au Canton, verra son loyer adapté en fonction du type d'agriculture qu'il peut faire suivant le type de zone. Il n'y a pas de risque d'un problème institutionnel profond, par contre, cela poserait un problème car dans la pratique cela ne correspondrait pas aux cartes qui sont aujourd'hui établies.

A futur, il est évident qu'il faut éviter ces problématiques, comme il y en a déjà eu mais qui ne relevaient pas de la compétence du Conseil général. Par exemple, la modification de zones de protection fédérale ou de prairies maigres. Par le passé, les conséquences de ces planifications n'ont pas toujours été mesurées. Aujourd'hui la volonté est de clarifier les choses.

Concernant la modification de la ferme, c'est l'agriculteur qui a mis en route ces travaux et qui est responsable du permis de construire.

Une partie des frais relatifs au dossier d'urbanisme (rédaction du rapport), environ les trois quarts, est refacturée au porteur du projet aux Sagnettes ; ceci ayant été convenu préalablement. A La Presta par contre, pour le côté renaturation et les travaux qui vont être réalisés, l'estimation actuelle du coût résiduel pour la commune devrait se situer entre 30'000 et 37'000 francs. Le coût total se rapproche des 50'000 francs, moins 40% de subventions.

Pour répondre au POP, M. Mermet confirme qu'une séance a bien eu lieu, lui-même, le mandataire ainsi que l'agriculteur étaient présents mais personne d'autre n'est venu. M. Mermet reportera cela dans le rapport puisqu'effectivement cela n'y figure pas. Il existe toutefois un procès-verbal faisant état que personne n'est venu et que personne n'a posé de question.

Concernant l'encouragement de l'information demandé par les Verts, c'est bien une volonté du Conseil communal. Il est vrai que c'est complexe parce que le territoire de la commune de Val-de-Travers est important. Il faut être conscient que dans le cadre la révision du Plan d'aménagement local, il existe une liste d'objets naturels qui doit être révisée parce que, manifestement, quand on prend les objets de la liste actuelle, on réalise que certains d'entre eux dits « naturels » n'ont aujourd'hui que peu d'intérêt parce que les choses ont évolué. Il y a également des endroits qui ont été oublié, qui sont devenu extrêmement intéressants et qu'il faudrait remonter dans cette planification. Cela fait partie des actions qui devront être faites dans le cadre du plan d'aménagement local qui sera lancé très prochainement. Ce plan sera soumis au Conseil général pour approbation.

Il est évident que le Conseil communal est attentif à un meilleur respect. Toutefois, dans ce genre de dossiers où beaucoup de partenaires sont impliqués, notamment la Chambre de l'agriculture et le Service de l'agriculture qui versent des subventions, cela n'est pas facile.

Aux questions relatives à l'implantation du bâtiment, M. Mermet répond qu'elle est aujourd'hui validée, le permis de construire ayant été délivré, il n'est donc pas possible de modifier cela. L'implantation a fait l'objet d'une procédure, avec publication, et a été approuvée.

M. Mermet fait remarquer que l'exploitation se restructure et qu'il n'y pas d'augmentation du nombre de têtes de bétail. Par contre, la restructuration regroupe différentes activités de la ferme sur un seul site. L'étude d'impact est donc le projet qui doit être présenté au Service de l'agriculture et qui doit contenir tous les éléments par rapport aux surfaces, aux plans de fumure… Ces éléments font l'objet d'un rapport qui doit être approuvé par le Service de l'agriculture ; il est généralement développé par la Chambre d'agriculture. Pour qu'un permis de construire soit délivré en zone agricole, il faut que le besoin agricole soit attesté par le Service de l'agriculture et qu'il y ait une démonstration que l'exploitation correspond à ce qui est attendu pour la zone. Ceci fait partie du permis de construire, mais il n'appartient pas à la commune de procéder aux vérifications agricoles, ni aux vérifications en terme quantitatif. Par contre, le Service de l'urbanisme contrôle que tous ces éléments figurent au dossier ayant fait l'objet de validation.

M. Philippe Vaucher (POP) remercie M. Mermet et précise que la question concernant la séance d'information ne venait pas de son groupe.

La parole n'étant plus demandée et l'entrée en matière n'étant pas contestée, la présidente précise que l'acceptation de cet arrêté a pour effet de valider les plans modifiés, puis elle passe à l'examen de détail de l'arrêté et au vote d'ensemble. **C'est par 35 OUI et une abstention que le Conseil général approuve l'arrêté relatif à la modification du plan d'aménagement local de Boveresse ZP2 Les Coeubles et de Travers ZP2 La Presta,** tel que présenté par le Conseil communal.

6. ABROGATION DU REGLEMENT CONCERNANT L'EXECUTION ET LA REFECTION DE FOUILLES DU 2 JUIN 2010

La présidente passe la parole au chef du dicastère des infrastructures (DI).

M. Yves Fatton (cc) prend la parole en ces termes : « *Le rapport qui vous est présenté ce soir a pour but d'abroger le règlement communal concernant l'exécution et la réfection des fouilles du 22 février 2010 et ainsi permettre une nouvelle procédure dans ce domaine.*

Chaque année, de nombreux chantiers sont réalisés sur les routes communales et cantonales, ce qui engendre très souvent des restrictions et des déviations de circulation. Pour notre commune, en 2017, ce ne sont pas moins de 120 permis qui ont été délivrés.

Si nous avons une bonne vision de ce qui se passe sur notre territoire communal, nous n'avons par contre aucune vision des chantiers autorisés par le Canton. Dès lors, il est difficile de garantir une bonne coordination entre ces différents travaux et ainsi éviter qu'une déviation ne renvoie le trafic vers d'autres travaux.

Le canton de Neuchâtel travaille déjà depuis 2016 avec quelques communes pilotes sur une nouvelle plateforme de type SATAC, où les permis de fouilles sont centralisés et inscrits directement par les entreprises agréées au moyen du Guichet unique.

Dès lors, il a été demandé à notre commune si nous étions favorables à adhérer de façon gratuite à cette plate-forme pour ce qui est des permis de fouille communaux, proposition qui nous a parue pertinente afin d'obtenir la coordination recherchée et une vision d'ensemble du territoire.

De plus, les conditions particulières liées aux permis de fouilles édictées par le Canton identifient et clarifient bien les attentes techniques et administratives que nous devons avoir dans ce domaine.

Le seul élément qui n'est pas encore pris en compte dans ces conditions particulières est l'article 10 de notre règlement actuel, qui traite de la pose d'échafaudage ainsi que du dépôt de bennes sur le domaine public. Un complément sera rapidement inscrit et dans l'intervalle un suivi sera fait au sein du DI. Nous vous recommandons d'accepter l'abrogation de ce règlement qui nous permettra d'avoir une procédure plus claire, en tout cas une procédure qui nous permettra d'avoir une vision d'ensemble des fouilles et des ouvertures de routes sur notre canton. »

La présidente donne la parole aux différents groupes.

M. Florian Dreyer (PLR) indique que le groupe PLR s'est réuni le 5 mars dernier pour se poser la question suivante : l'abrogation du règlement concernant l'exécution et la réfection des fouilles du 22 février 2010 est-elle pertinente ? L'ensemble du groupe n'a eu besoin que de peu de temps pour se mettre d'accord. En effet, pour son groupe, cette abrogation coule de source pour les raisons suivantes :

- C'est une bonne chose d'uniformiser cette pratique avec les méthodes cantonales car cela permettra de mieux synchroniser les interventions communales avec celles de l'Etat. Ce qui sera profitable tant aux entrepreneurs, au personnel communal, qu'aux usagers de la voie publique.
- Passer par le Guichet unique réduira sensiblement la paperasserie que nécessitait les anciens formulaires.
- Cette abrogation ne coûte absolument rien, ce qui est non négligeable.

Le groupe PLR est convaincu que cette suppression est nécessaire, il acceptera donc cet arrêté.

M. Jean-Noël Bovard (PS) prend ensuite la parole : « *Ce point de l'ordre du jour peut paraître futile à certains, en fin de compte, un trou c'est un trou. Ça se creuse, ça se bouche et y'a plus de trou !*

Mais un trou c'est plus complexe qu'il n'y paraît, un trou ça ne se fait pas n'importe où, n'importe comment, n'importe quand et par n'importe qui. C'est pour cela qu'il y a un règlement, et pas des moindres puisqu'il compte pas moins de 36 articles avec les conditions particulières.

Ce règlement, il nous est proposé ce soir de l'enterrer et d'appliquer la procédure cantonale qui passe par le Guichet unique, ceci dans un souci d'uniformisation et de simplification des procédures et un survol de la situation réelle.

Le fait de devoir être inscrit au Guichet unique permettra aussi (dans une certaine mesure) d'éviter les fouilles "sauvages" effectuées de manière non conforme et parfois dangereuse.

Reste deux point en suspens :

- *Les échafaudages et dépôts de bennes sur la voie publique. Il est mentionné dans le rapport du Conseil communal que ces autorisations seront intégrées dans le courant 2018. C'est très bien mais nous demandons à ce que le Conseil général ainsi que les commissions concernées soient informés de cette insertion.*
- *Pourquoi cette demande nous est faite maintenant alors que dans le rapport du Conseil communal il est mentionné que la commune utilise la plateforme de l'Etat depuis le 1er janvier de cette année ? Selon quelle procédure se sont déroulées les éventuelles fouilles depuis le 1er janvier ?*

En résumé, le groupe socialiste est favorable à l'abrogation. »

M. Frédéric Schlosser (UDC) s'exprime à son tour : « *Le groupe UDC a pris connaissance du rapport du Conseil communal relatif à l'abrogation du règlement concernant l'exécution et la réfection des fouilles, du 22 février 2010.*

Il est clair pour nous que cette nouvelle façon de faire permettra d'avoir un outil qui facilitera et permettra d'avoir une coordination entre différents chantiers ainsi que les mêmes bases que le Canton et les principales communes.

C'est pourquoi le groupe UDC acceptera cette demande d'abrogation. »

M. Vaucher (POP) s'exprime ensuite ainsi : « *Il est toujours désagréable de statuer sur un règlement qui de facto est déjà entré en vigueur. Nous comprenons néanmoins que le Conseil communal ait renoncé à convoquer le Conseil général en 2017 uniquement pour voter ce règlement, mais peut-être eût-il été judicieux de le présenter en décembre 2017 lors de la séance consacrée au budget.*

Pour en revenir au vif du sujet, ce projet de nouveau règlement est une bonne chose puisqu'il oblige toute personne désirant faire des fouilles de passer par le Guichet unique, ce qui normalise les pratiques et évite que n'importe quel bracaillon ou n'importe quelle entreprise générale ne puisse effectuer ces travaux. Nous approuvons aussi l'élargissement de cette pratique pour la pose d'échafaudages ou de bennes sur la voie publique.

C'est pourquoi nous accepterons l'entrée en matière, l'abrogation de l'ancien règlement et le nouveau règlement tels que proposés. »

M. Fatton (cc) remercie les groupes pour l'accueil favorable de ce rapport. Pour répondre à la problématique de l'application de ce nouveau règlement, depuis le mois de décembre, la possibilité est offerte de travailler sur les deux points. Ce qui permet, dans un premier temps, de tester le Guichet unique, de voir comment cela fonctionne avec les collaborateurs qui sont confrontés à cette nouvelle technique, mais aussi d'utiliser encore notre règlement communal. Ces trois-quatre derniers mois ont donc permis de rôder le système et de voir s'il était facile à faire fonctionner, ce qui est le cas.

Pour la deuxième question, la Commission des travaux publics et le Conseil général seront évidemment avertis une fois que l'information figurera dans les conditions particulières qui ont été définies par les services cantonaux. M. Fatton rappelle que ce sont des conditions particulières qui ne sont pas édictées par les communes mais par le Service cantonal et sur lesquelles peu d'interventions sont possibles. Il rassure que jusqu'à ce jour, et jusqu'à ce que le règlement soit accepté par le Conseil général, les différents entrepreneurs ont la possibilité d'utiliser soit le Guichet unique, soit encore le règlement communal actuel.

La parole n'étant plus demandée, et l'entrée en matière n'étant pas combattue, la présidente passe à l'examen de détail de l'arrêté. Ce dernier ne suscitant aucun commentaire, il procède ensuite au vote d'ensemble. **C'est à l'unanimité que le Conseil général accepte l'abrogation du règlement concernant l'exécution et la réfection de fouilles du 2 juin 2010.**

---

7. NOUVEAU REGLEMENT SUR LE STATUT DU CONSEIL COMMUNAL ABROGEANT CELUI DU 16 FEVRIER 2009

La présidente donne la parole au chef du dicastère de l'administration, de la santé et de la sécurité publique (DASSP).

M. Benoît Simon-Vermot (cc) s'exprime ainsi : « *Nous voici parvenus au pinacle de cette séance du Conseil général, au commencement de la Mère de toutes les batailles : la révision du règlement sur le statut des conseillers communaux.*

Le rapport présentement sous vos yeux est le fruit d'un simple constat fait par le Conseil communal : le changement de grille salariale qui est intervenue le 1er janvier de cette année pour tous les collaborateurs de la commune a rendu caduc le règlement traitant de notre statut, vu la mention dans le texte d'une classe et d'un échelon dorénavant inapplicables.

D'un point de départ plutôt élémentaire, le Conseil communal a décidé de poursuivre le toilettage des dispositions réglementaires pour les préciser, les adapter à la réalité de 2018 tout en conservant l'esprit du règlement originellement accepté par nos Pères fondateurs.

N'en déplaise à certains polémistes, nous n'avons pas profité de l'ouverture de ce dossier pour obtenir des privilèges indus ou inconsidérés. Nous avons plutôt répondu à l'appel lancé par le Conseil général lors de sa séance de novembre 2015 pour que la fonction de conseiller communal soit valorisée sans excès. Pour mémoire, les groupes PLR et UDC avaient alors explicitement demandé que le règlement soit révisé et débarrassé de son article mettant en cause le temps de travail des membres de l'Exécutif ; le groupe socialiste considérant de son côté que le régime de cinq conseillers communaux professionnels à 100% était le meilleur en terme d'économicité et d'efficience.

C'est sur cette double base, caducité d'un article et volonté claire de votre Autorité de maintenir le statu quo, que nous avons entamé la révision du règlement.

Si nous préciserons notre position lors de l'examen article par article, nous pouvons d'ores et déjà vous expliquer certains changements proposés ou certaines limites légales qui ont encadré nos travaux.

Comme le Conseil communal est tenu de respecter le droit supérieur, et en particulier l'art. 16 al. 2 de la loi cantonale sur les communes et l'art. 30 al. 1 de la loi cantonale sur les droits politiques, qui précise que tous les mandats durent quatre ans et sont renouvelables, et comme nous estimons que les électeurs sont seuls souverains, il a été décidé de ne pas limiter le nombre de mandats politiques.

Concernant le salaire des conseillers communaux, il est utile de rappeler ici qu'il n'y a jamais eu d'augmentation depuis le début de Val-de-Travers le 1er janvier 2009. La procédure de passage d'une grille salariale à l'autre induit certes une légère augmentation pour l'Exécutif, mais c'est le cas pour tous les collaborateurs de la commune. De surcroît, ces derniers ont obtenu une revalorisation de leur salaire chaque année depuis la naissance de notre commune, ce qui n'est pas le cas, je le répète, pour les membres du Conseil communal.

La question de l'indemnité de départ, qui soit dit en passant a toujours été de six mois et non pas de trois, a beaucoup occupé notre Conseil durant la révision du règlement pour une bonne raison : le texte de 2009 nous semblait peu clair et interprétable différemment selon les circonstances. Pour couper court à des interprétations divergentes, nous avons réfléchi à une formulation cohérente qui s'applique de façon abstraite à tous les cas de figure.

Dans les trois scénarios couverts par l'art. 9, seule la démission conduit à une situation claire d'un point de vue juridique. De leur côté, la non-représentation à la fin d'un mandat et la non-réélection (qu'elle soit la décision d'un parti ou du Conseil général) sont plus difficiles à encadrer. Par exemple, dans l'hypothèse où aucune indemnité n'est versée en cas de non-représentation, le membre sortant pourrait simplement se présenter à nouveau sur les listes électorales ou devant son parti en espérant ne pas être réélu. C'est pourquoi, nous avons opté pour une disposition claire, précise et englobant les deux scénarios précités. Au niveau politique, c'est propre (on ne joue pas avec les règles) et au niveau administratif, c'est simple.

La question ayant été soulevée durant les séances de groupe, nous avons contacté la Caisse cantonale neuchâteloise d'assurance-chômage (CCNAC) et pouvons vous informer qu'une indemnité chômage pourrait être reçue par un conseiller communal non réélu pour autant que l'activité ait duré plus de 12 mois, qu'elle soit soumise à cotisations (ce qui est le cas) et que les autres conditions soient remplies.

A contrario, en ce qui concerne la non-représentation d'un conseiller communal au terme de son mandat, la situation n'est pas du tout claire et devrait faire l'objet d'une demande au Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO). Pour pallier ces risques liés à la fonction même de conseiller communal, la CCNAC précise finalement que les communes mettent généralement en place des mesures d'accompagnement. C'est ce que nous souhaitons faire ici en précisant les termes du règlement en place depuis 2009, en précisant que si un conseiller communal devait toucher le chômage (ce qui n'est jamais arrivé depuis 2009 et qui n'est jamais arrivé tout court ailleurs selon la CCNAC), l'indemnité qui lui serait versée par la commune serait diminuée de ce montant.

Finalement, le Conseil communal aimerait préciser que selon le droit cantonal le référendum obligatoire n'est pas possible dans le cas d'une révision et que seul le référendum facultatif est valable. Cette disposition est également présente dans le règlement général de notre commune, à son article 1.15.

Vu ce qui précède, le Conseil communal, soucieux d'avoir des règlements à jour, adaptés et cohérents, vous invite à accepter le rapport et la révision tels que proposés aujourd'hui. »

La présidente laisse ensuite la parole aux groupes.

M. Di Meo (PLR) prend la parole en ces termes : « *Retoucher le règlement sur le statut des conseillers communaux ; tel était l'objectif annoncé par notre Exécutif. Un objectif qui prend tout son sens lorsque l'on constate que plusieurs éléments ne correspondent plus à la réalité que nous vivons aujourd'hui.*

Nous souhaitons remercier le Conseil communal pour son rapport ainsi que la commission des règlements qui s'en est saisit. Cependant, nous ne pourrons pas entrer en matière en l'état.

Lors de sa séance du 14 février, la commission des règlements a accepté à l'unanimité le rapport qui nous est soumis ce soir. Le dossier a été très vite abordé sans mener des réflexions de fonds qui auraient probablement dû être intégrées. Selon notre groupe, un travail plus profond doit être mené si nous voulons un règlement cohérent, juste et adapté à notre commune.

Outre ces aspects-là, nous devons souligner, à regret, que plusieurs éléments n'étaient pas clairs lors de la prise de connaissance du rapport par les groupes. L'élément à relever ici est le droit à l'assurance chômage. Car c'est un élément prépondérant dans toute la réflexion concernant le droit à une indemnité de départ. Pour information, nous avons reçu aujourd'hui une réponse qui permet, malgré tout, un champ d'interprétation, notamment lors de non-représentation d'un conseiller communal.

D'autres éléments ont suscité quelques remarques lors de nos discussions internes. Notamment concernant l'augmentation de salaire. Nous sommes conscients qu'il faille intégrer la fonction dans la grille salariale et que l'augmentation est faible, mais il est difficilement compréhensible qu'elles surviennent lorsque nous vivons les temps les plus durs que la commune a connu d'un point de vue financier. Nous relevons tout de même qu'il est essentiel de garantir l'attractivité d'un travail comme celui-ci et que nous devons mettre les moyens si nous voulons conserver des personnes

compétentes et de qualité pour la gestion de notre collectivité publique. Il s'agira dès lors de trouver un compromis intelligent entre l'intérêt général et le traitement de la fonction.

Le cas échéant, le groupe PLR se permettra également de revenir sur les jetons de présence pour rediscuter d'un nouveau pourcentage qui trouve l'équilibre entre le cumul des mandats et la plus-value que ceux-ci apportent à Val-de-Travers.

Finalement, parlons des différents amendements, car ils sont nombreux et conséquents. Beaucoup d'éléments sont remis en question ; comme le nombre de mandat maximum qu'un conseiller communal peut effectuer, leur taux d'activité, les relations supposant un conflit d'intérêt, la transparence, la durée et les critères du droit au versement du salaire après mandat, les jetons de présence, le référendum obligatoire. Enfin bref, pas moins de 13 amendements qui prouvent encore une fois que le dossier mérite clairement d'être repris par la Commission. Sans compter l'absence des amendement PLR que nous avons choisi de ne pas déposer en vue de la tournure des événements. En revanche, je tiens à préciser que si l'entrée en matière est acceptée, nous demanderons une suspension de séance pour déposer nos amendements que nous traiterons dans le débat article par article.

Quelques précisions encore concernant certaines volontés de nos collègues de gauche. Nous affirmons ici notre position face au taux d'occupation d'un conseiller communal. Pour nous, il est impensable de réduire ce taux puisqu'il a toujours fait la force de notre commune en donnant aux membres de l'Exécutif le temps nécessaire à l'accomplissement de leurs tâches, de manière proactive. Grâce à cela, une proximité reconnue avec le milieu politique donne à la population de Val-de-Travers un avantage qu'il serait idiot de négliger.

Concernant la modification de l'article 16, nous jugeons exagéré de rendre le référendum obligatoire. Nous partons du principe que le peuple a le droit de s'exprimer s'il le demande. Dès lors nous n'avons pas besoin de cette modification, d'autant plus que M. Simon-Vermot a déjà répondu à ce point.

En revanche, nous ne nous opposons pas à plus de transparence et à davantage de précision concernant la participation à l'administration ou la direction d'une entreprise commerciale.

Nous reviendrons sur ces différents amendements s'il devait y avoir débat.

En termes de procédure maintenant ; comment traiter toute cette matière quelques heures avant la séance ? N'oublions pas notre rôle de milicien qui fait la force de notre pays mais qui ne doit, en aucun cas, être pris à la légère. Si nous voulons des résultats qualitatifs, nous devons nous donner les moyens pour y parvenir.

Dès lors, le groupe PLR estime qu'il n'est pas sain de construire un règlement à coup d'amendements écrits sur le coin de la table et qu'il est préférable de refuser l'entrée en matière pour donner mandat au Conseil communal et à la Commission des règlements de revoir son rapport, en tenant compte des éléments énumérés ce soir par les différents groupes. Voilà comment pourrait se comporter un Législatif raisonnable et responsable ! »

M. Niels Rosselet-Christ (UDC) prend la parole à son tour : « *C'est avec un grand intérêt que le groupe UDC a pris connaissance du projet de révision du règlement sur le statut des conseillers communaux. Une mise à jour de ce règlement s'avère en effet nécessaire.*

Après étude attentive du projet, nous relevons le fait que ce dernier est insatisfaisant. Eléments incomplets, flous, voire manquants concernant par exemple la transparence des liens d'intérêts, les privilèges financiers ou la durée des mandats ; notre groupe a, dès lors, pensé à plusieurs ajustements de taille (quatre, pour être exact), présentés ce soir à notre assemblée sous la forme d'amendements.

Après évaluation de la situation, nous constatons également que ce projet ne fédère pas, au vu du nombre particulièrement élevé d'amendements issus des groupes, de gauche comme de droite (treize au total, sans compter ceux non déposés du groupe PLR qui préconise carrément un renvoi en commission). La plupart de ces amendements convergeant vers des objectifs communs. L'on se croirait presque à une séance du budget, avec plus de concordance politique.

De base, il était prévu que le groupe UDC n'approuve ce projet qu'avec l'acceptation au minimum de l'ensemble de ses quatre amendements. Sans cela, le groupe UDC l'aurait tout simplement refusé.

Toutefois, face à cette insatisfaction manifestement générale ainsi qu'à la manière relativement bancale avec laquelle certains éléments capitaux de ce dossier ont été portés à notre connaissance, le tout sans compter le casse-tête qui s'annonce dans la gestion de cette séance vu la quantité d'amendements avec lesquels nous allons devoir jongler, ce qui nous fera terminer demain à l'aube, le groupe UDC fera front avec le groupe PLR en rejetant l'entrée en matière et en approuvant un renvoi de ce rapport en commission. »

M. Sergio Santiago (Les Verts) s'exprime à son tour : « *Nous remercions le Conseil communal pour ce rapport qui a retenu toute notre attention et qui constitue assurément plus qu'un toilettage ou une simple révision du règlement sur le statut des conseillers communaux, mais un choix important sur le fonctionnement politique de Val-de-Travers.*

Pour apprécier les propositions faites, il nous faut tenir compte de plusieurs éléments, afin de pouvoir définir le cadre dans lequel doivent s'exercer les fonctions des membres de l'Exécutif, sans faire abstraction des réalités du terrain et en restant aussi factuel que possible, chiffres à l'appui.

Nous retenons trois éléments principaux, qui sont tous interdépendants : le premier concerne le modèle de statut et le taux d'activité des conseiller communaux, qui détermine l'efficience de l'action politique ; le 2ème élément est la situation financière et socio-économique de notre commune, donc en lien avec les ressources financières à disposition, et le 3ème est une comparaison avec les autres communes neuchâteloises et en Suisse romande, et là on se réfère en particulier à une enquête de la Radio Télévision Suisse romande, publiée en décembre 2017.

Le modèle pour le taux d'activité avait déjà été abordé lors de la séance du Conseil général du 9 novembre 2015, sur la base du rapport demandé par le Conseil communal à M. Grassi Pirrone, du Réseau urbain neuchâtelois. Pour rappel, sur l'ensemble des activités fournies dans un temps plein, il en ressortait que les tâches de nature politique représentaient en moyenne 67%, les tâches administratives et techniques 26%, et enfin les tâches de représentation 7%. Par ailleurs, le potentiel de délégation de tâches avait été estimé à 1,3 EPT, sur le total des cinq postes occupés.

A notre avis, il existe clairement une marge de manœuvre pour améliorer le modèle actuellement en vigueur, d'une part en concentrant l'activité des conseillers communaux sur leurs fonctions politiques et d'autre part en confiant des tâches administratives et techniques à des collaborateurs qualifiés et compétents au sein de l'administration ou de manière externalisée dans des domaines très pointus.

Notre groupe considère non seulement qu'on peut améliorer l'efficience, mais que compte tenu de la situation financière de la commune, on se doit de la renforcer et la redynamiser.

En effet, la situation financière et socio-économique nous préoccupe. Plusieurs indicateurs sont au rouge, voire rouge vif. L'évolution démographique durant 2017 est particulièrement négative, avec une diminution de 200 habitants. Cela nous fait régresser au niveau d'avant 2008 ; en une seule année, on se retrouve dans une même position qu'avant la fusion ! Se pose une fois de plus l'inévitable question sur l'attractivité démographique dans une région périphérique.

Les citoyennes et citoyens qui sont à la recherche d'un emploi sont encore nombreux dans le district, plus de 430 à fin février 2018. Avec un taux de 5,5%, le canton de Neuchâtel détient le triste record du taux de chômage en Suisse (moyenne = 3,2%), et malheureusement en ce qui concerne la commune de Val-de-Travers, le taux de 6,2% dépasse la moyenne cantonale.

Sur les aspects purement financiers, nous sommes tous conscients des perspectives guère réjouissantes des budgets et comptes de fonctionnement, avec des déficits de quelques millions pour les derniers exercices. Plusieurs facteurs qui ne dépendent pas uniquement de la volonté communale risquent en plus de péjorer les rentrées fiscales ces prochaines années : (a) l'impôt sur les frontaliers, qui va servir à renflouer les caisses exsangues de l'Etat, (b) de probables nouveaux reports de charges pour assainir le Canton, et (c) au sujet de la péréquation intercommunale, qui nous rapporte bon an mal an près de 4 millions annuels, il existe de fortes pressions de la part des communes riches pour réduire leur contribution à cette charge de solidarité.

A ce sujet, nous estimons que les chances deviendraient minimes pour nos conseillers communaux de défendre les intérêts de Val-de-Travers face à leurs collègues, alors qu'ils se seraient accordé au préalable une augmentation de leur rémunération.

On a néanmoins trouvé un indicateur qui est au vert, c'est l'installation des entreprises Cartier et Celgène à Couvet et c'est l'occasion une nouvelle fois de saluer et féliciter nos autorités politiques pour ces succès de la promotion économique. Et entre nous, on est persuadé qu'un taux d'activité à 80% ou à 60% aurait aussi permis de tels succès.

Permettez-nous encore de faire référence à une enquête comparative de la RTS sur la rémunération des conseillers communaux, sortie le 10 décembre 2017. Elle porte sur 629 communes de Suisse romande, et les résultats sur les montants des salaires et les taux d'activité sont très instructifs, et pour tout vous dire, plutôt édifiants.

Edifiants parce que la commune de Val-de-Travers y apparaît dans une position qui est loin d'être flatteuse : il est indiqué que le coût moyen par conseiller communal, en proportion de la population, s'élève à 12 francs 40 par habitant, tandis que pour toutes les autres communes, le coût moyen reste inférieur à 10 francs ! Dans cette enquête, Val-de-Travers est incontestablement le champion olympique de Suisse romande concernant la charge financière par membre de l'Exécutif payé par habitant, toutes catégories confondues.

Ce coût s'avère supérieur de 33% sur notre poursuivant, la Ville du Locle et supérieur de 56% en comparaison de la moyenne pour les villes romandes ayant une population comprise entre 10'000 et 15'000 habitants, moyenne qui est de 8 francs par habitant ! En actualisant les chiffres pour Val-de-Travers à 2018, c'est-à-dire une rémunération annuelle de l'ordre de 140'000 francs pour une population de 10'754 habitants, le coût moyen s'élève même en fait à 13 francs par habitant.

On relèvera également que pour les villes jusqu'à 15'000 habitants, le taux d'activité varie entre 40% et 75%, à une seule exception… oui, c'est bien à Val-de-Travers, avec un 100%. En outre, pour les villes entre 15'000 et 25'000 habitants, le taux d'activité est compris entre 60 et 80% pour la grande majorité.

Pour ces différentes raisons et chiffres à l'appui, nous estimons qu'il est préférable que cette proposition de révision retourne en commission des règlements et puisse être approfondie et réévaluée à la lumière de ces éléments. Par conséquent, notre groupe refuse l'entrée en matière. »

M. Gabriel Cimenti (PS) prend ensuite la parole : « *Le groupe socialiste a étudié avec beaucoup d'attention les modifications du règlement sur le statut du Conseil communal et de très nombreuses réflexions intéressantes sont ressorties de nos discussions, indiquant des pistes qui ne sont pas présentes dans le présent rapport. Par ailleurs, la réponse à un aspect technique (il est question ici de l'assurance chômage) n'a pu être précisée que tardivement, nous mettant dans l'impossibilité de réfléchir convenablement et de proposer des amendements avec le recul nécessaire. En conséquence, le groupe socialiste refusera majoritairement l'entrée en matière, préférant que la commission des règlements intègre de nouveaux éléments et des pistes novatrices dans ses réflexions. Il nous semble en effet que le présent règlement mérite d'être plus précis, plus adapté et davantage tourné vers l'avenir et la valorisation de la fonction.*

Au départ, la volonté du Conseil communal et de la commission des règlements était simplement d'adapter le règlement à la nouvelle grille salariale et de reformuler quelques articles quelque peu ambigus. Or, sans entrer dans un débat de fond, nous sommes arrivés à la conclusion que plusieurs aspects mériteraient d'être considérés et analysés afin d'améliorer le présent règlement.

Sans entrer dans des aspects techniques qui doivent être analysés par la commission des règlements, voici un ou deux exemples.

L'aspect le plus important touche, selon nous, à la valorisation et à l'attractivité de la fonction et, dans ce sens, plusieurs pistes méritent d'être analysées. Il n'y a par exemple aucune valorisation du poste de conseiller communal dans le temps. Il nous semble en effet illogique qu'un conseiller communal ayant accompli plusieurs législatures ait le même traitement qu'un nouvel arrivé, et nous ne parlons pas là de salaires, puisque ceux-ci restent fixes. Cet élément pourrait par exemple être pris en compte, en cas de non réélection, dans la durée où la commune compenserait la perte due au chômage. Il semble en effet logique qu'un élu ayant accompli plusieurs législatures nécessitera

de plus de temps pour se remettre à niveau et regagner en appétibilité sur le marché du travail, qui plus est dans un domaine technique ou dans un secteur de pointe.

De plus, la question de la restitution des indemnités et jetons de présence aurait avantage à être abordée différemment. Par exemple en définissant un minimum global à reverser à plusieurs destinataires, définis dans le règlement. Gardant à l'idée qu'il faut évidemment soutenir ce type d'investissement personnel qui profitera de toute manière à la collectivité.

D'un point de vue pratique, l'adaptation de la grille salariale étant un élément relativement urgent, nous espérons que la commission pourra effectuer et matérialiser ses réflexions dans un délai court. Nous espérons également que tous les membres de la commission seront cette fois-ci présents pour y réfléchir.

En ce qui concerne globalement le rapport, la large majorité des amendements déposés démontrent une méfiance vis-à-vis du Conseil communal que nous peinons à comprendre et que nous trouvons peu responsable. Nos conseillers communaux effectuent très majoritairement un très bon travail et en dévaloriser les compétences et le travail est un jeu dangereux qui ne profitera finalement à personne. Par ailleurs, le fait que les amendements restrictifs viennent de partis non élus à l'Exécutif semblent démontrer que, tout comme au sein d'une majorité de la population, la charge de la fonction n'est pas toujours correctement appréciée.

Quoi qu'il en soit, nous pensons donc qu'il faut se tourner vers l'avenir et réfléchir aux éléments qui nous permettront de pouvoir continuer de profiter d'un travail consciencieux et professionnel que mérite Val-de-Travers. Pour ce faire, donnons-nous-en les moyens. »

M. Vaucher (POP) fait l'intervention suivante : « *Contrairement aux porte-parole de la droite du Conseil général, nous vous parlerons sans agressivité. Nous n'avons pas très bien compris la raison qui a poussé le Conseil communal à proposer la révision de ce règlement, tant les changements nous semblent minimes.*

Certaines précisions manquent à notre avis, notamment :

- *Ce que recouvre le terme « en principe » utilisé dans l'article 6.*
- *Le fait que, à l'article 10 alinéa 3, le Conseil communal puisse lui-même gérer les « cas particuliers » et simplement en informer la commission de gestion et finance nous semble léger, c'est pourquoi nous avons déposé un amendement à ce sujet.*

Néanmoins, nous pensons que ce règlement est globalement suffisant. Nous rappelons qu'il a été accepté par l'ensemble des membres de la commission des règlements, qui, probablement, y ont réfléchit.

Certes, il ne garantit pas qu'un éventuel dérapage d'un conseiller communal « ripou » ou incompétent puisse se produire, mais aucun règlement ne le peut. Nous tenons encore à rappeler que les conseillers communaux sont élus par notre autorité. C'est donc à nous, conseillers généraux, de choisir les bonnes personnes, et, si nécessaire, de ne pas les réélire.

Enfin, nous tenons à faire remarquer que nos conseillers communaux travaillent beaucoup, avec la volonté de bien faire ; qu'ils s'investissent pleinement dans leur mission et que leur tâche est loin d'être facile. Leurs conditions de travail et leur salaire n'en font pas des privilégiés par comparaison avec les conditions offertes dans le privé ou dans l'administration cantonale.

Enfin, nous tenons à préciser que nous préférons un Conseil communal à plein temps que la multiplication de postes de cadres qui coûtent plus cher à la collectivité publique et ne sont jamais soumis au verdict des urnes.

C'est pourquoi nous accepterons l'entrée en matière et le présent règlement, sous réserve des divers amendements qui seront acceptés. »

M. Simon-Vermot (cc) prend bonne note de la quasi-unanimité pour la non entrée en matière de ce règlement et remarque avec intérêt les divergences d'opinions par rapport à ce règlement : le POP estime que c'est un simple toilettage, les autres un toilettage en profondeur. Le Conseil communal regrette évidemment cette non entrée en matière puisque l'idée était de proposer un simple

toilettage, de simples précisions, la volonté n'était pas de créer un règlement avec 58 articles ; beaucoup d'articles existent déjà dans les directives ou les lois cantonales, il s'agissait de ne pas être redondants. M. Simon-Vermot se réjouit de retrouver la Commission pour discuter de ce règlement. Si quelques craintes sont légitimes, à entendre l'avis de certains groupes par rapport à la confiance portée au Conseil communal, ce qui est parfois un peu étonnant, celui-ci apprécie énormément l'idée de revaloriser, en tout cas symboliquement, la fonction de conseiller communal. M. Simon-Vermot remercie les groupes qui en ont parlé. Il admet que le plenum n'est pas un bon endroit pour analyser étape par étape tous les amendements, la commission des règlements sera l'endroit idéal ; il précise encore, concernant l'étude *Pirrone*, que la conclusion de l'étude était que cela ne servait à rien de réduire le temps de travail des conseillers communaux ; et ajouter qu'il est judicieux de faire référence à cette étude, mais c'est mieux d'y faire référence jusqu'à sa conclusion. M. Simon-Vermot précise encore que, par rapport aux conseillers communaux « ripoux », il existe une procédure de destitution dans la loi cantonale, mais il propose aux conseillers généraux de garder cela pour eux.

La parole n'étant plus demandée, la présidente passe au vote sur l'entrée en matière puisqu'elle est combattue. **C'est par 5 OUI et 31 NON que l'entrée en matière est refusée.** Le dossier est renvoyé à la commission des règlements.

---

7. COMMUNICATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

Abandon de la modification du PAL de Môtiers (aérodrome)

M. Mermet (cc) prend la parole en ces termes : « *Le Conseil communal souhaitait donner une information au sujet du retrait du rapport portant sur la modification du plan d'aménagement local de Môtiers lié à l'aérodrome. Pour commencer, un bref historique de ce qui entoure ce dossier : des membres de l'Aéroclub sont venus nous voir car ils avaient en projet de sécuriser la piste de l'aérodrome. On sait que cela peut se faire par différents moyens, l'un étant notamment de rendre la piste en dur, pour que ce soit plus simple, que les décollages et atterrissages soient plus courts. Par prudence, la commune a pris contact avec le Canton pour coordonner le plus efficacement possible les procédures à conduire. De ces contacts il est ressorti qu'il y avait deux problématiques à traiter :*

- *Une partie de la piste de l'aérodrome est toujours identifiée comme surface d'assolement (SDA), notamment une parcelle qui appartenait précédemment à l'Etat et qui a été vendue à l'Aéroclub. En Suisse, les meilleures terres agricoles sont protégées par des dispositions spécifiques. Le plan sectoriel des SDA vise à maintenir à au moins 438'460 ha la surface des meilleures terres agricoles. Chaque canton est tenu d'assurer un contingent fixé par le Conseil fédéral. Pour mémoire, la piste de l'aérodrome a été drainée il y a quelques années (avec l'accord des autorités communales et cantonales) et la situation actuelle ne répond déjà plus aux conditions exigées pour une SDA. La correction aurait dû être faite à ce moment-là mais cela n'a pas été te cas.*
- *L'autre problématique étant le fait qu'il n'y a pas coïncidence exacte entre la planification fédérale des espaces réservés à l'aviation, le Plan Sectoriel d'Aviation, PSIA, et le plan d'aménagement local de Môtiers.*

A la lumière de ces deux constats, la commune a décidé d'accompagner l'Aéroclub dans un processus de modification du PAL de Môtiers pour mettre en place une situation claire qui permette à l'Aéroclub de déposer une demande de permis pour la modification de la nature de la piste.

Jusque-là tout va bien, un dossier assez conséquent a été élaboré par un urbaniste mandaté par l'Aéroclub. Une information publique a aussi été organisée, cette information a d'ailleurs permis d'identifier des inquiétudes de riverains au sujet d'une potentielle augmentation significative du nombre de mouvements à l'aérodrome.

En suivant ce processus, il est apparu en premier lieu que la problématique des SDA n'était pas de compétence du Conseil général, puisque nous sommes dans une planification fédérale dont le Canton a la responsabilité. Dans la pratique, le Conseil communal a identifié des surfaces agricoles qui répondaient aux exigences de qualité de la SDA mais qui n'étaient pas inclues dans le répertoire

cantonal. Cette question peut ainsi être réglée sans recours à votre Autorité et sans incidence sur les agriculteurs exploitants ces terres.

Restait la problématique du PAL de Môtiers. Nous avons construit l'entier du processus, mais comme nous sommes parallèlement en train de traiter des questions dans le cadre du développement du Plan Directeur Régional, dans la perspective du Plan d'aménagement local, nous avons commencé à identifier des failles dans la logique qui nous était proposée.

A ce stade, sans faire un cours complet sur la planification territoriale en Suisse, il faut prendre conscience qu'il existe plusieurs niveaux de planification avec des contraintes qui sont différentes si l'on est une collectivité publique ou un privé.

En grattant les tréfonds des processus de planification, nous avons réalisé que les autorités publiques de Val-de-Travers, soit le Conseil général, ne pouvaient prendre des décisions contraires à la planification fédérale, le PSIA.

Aujourd'hui, le PSIA est validé et est entré en force il y a quelques années. Nous avons donc creusé encore et les textes légaux nous disent ceci : "si la construction d'une piste se fait à l'intérieur du périmètre de l'aérodrome défini dans la fiche PSIA, une décision d'approbation délivrée par l'OFAC est requise selon l'art. 37 de la Loi sur l'Aviation Civile (LA;RS748.0)". Jusque-là tout va bien, mais ce même article précise encore à son alinéa 4 : "aucune autorisation ni plan relevant du droit cantonal ne sont requis. Le droit cantonal est pris en compte dans la mesure où il n'entrave pas de manière disproportionnée la construction et l'exploitation de l'aérodrome". Ce qui pourrait se traduire ainsi : nous pouvons demander au Conseil général de modifier le PAL du village de Môtiers pour faire parfaitement coïncider le plan avec le PSIA, ce qui devra être fait maintenant ou lors de la prochaine révision générale.

Si votre autorité est en phase avec ce projet, tout ceci est réjouissant pour l'esprit, bien qu'un peu inutile... Par contre, si le Conseil général n'approuvait pas cette modification, ou situation encore plus Kafkaïenne, votre Autorité accepte et qu'un référendum est lancé, qu'il aboutit, que la population vote et désavoue la décision de votre Autorité, nous retomberions sur l'alinéa 4 de l'article 37 : "Le droit cantonal est pris en compte dans la mesure où il n'entrave pas de manière disproportionnée la construction et l'exploitation de l'aérodrome".

Donc, en conclusion je dirais deux choses : nous avons mal été orientés dans ce dossier et pris un chemin lourd et en partie inutile. Le côté positif, car nous sommes positifs au sein de notre Conseil communal, c'est que ces démarches inutiles ont permis d'identifier des inquiétudes quant à une potentielle augmentation des mouvements sur l'aérodrome de Môtiers.

Aujourd'hui, l'Aéroclub est en droit de déposer une demande pour la sécurisation de la piste. Dans cette demande de permis de construire, il devra traiter un nombre important de thèmes liés à l'environnement notamment, thèmes qui découlent du droit fédéral d'où le côté impératif de ces questions. Par contre, les questions liées au volume de l'activité de l'Aéroclub qui sont apparues lors de la construction du dossier de modification du PAL, qui est aujourd'hui retiré, méritent certainement d'être documentées et étayées pour permettre un développement serein de l'Aéroclub. Le Conseil communal sera à disposition pour accompagner ce processus ».

Organisation des classes Môtiers-Boveresse

M. Christophe Calame (cc) prend ensuite la parole : « *L'organisation des classes dans le cercle scolaire du Val-de-Travers pour l'année scolaire prochaine n'est pas encore totalement définitive, mais la situation des collèges de Môtiers et Boveresse est claire et c'est à ce propos que le Conseil communal souhaite vous tenir informé des décisions qu'il a prises.*

En préambule, deux mots sur la situation qui est en vigueur cette année. Les 78 élèves de ces deux villages, considérant les degrés 1 à 6, sont répartis sur quatre classes, dont trois au collège de Môtiers, une classe de 1-2H, une classe de 3-4H et une classe de 6H. Le collège de Boveresse, quant à lui, abrite une seule classe, de niveau 5H. En maintenant cette classe dans le collège de Boveresse, 14 élèves devraient prendre un transport scolaire depuis Môtiers pour seulement deux Grenouillards.

La situation dès le mois d'août prochain révèle sept élèves de moins. Pour maintenir l'organisation actuelle, il faudrait fermer une classe à Môtiers, et maintenir une seule classe de 5-6H à Boveresse, classe qui compterait 25 élèves mais seulement cinq Grenouillards, les autres, Môtisans et autres externes, empruntant donc le bus scolaire. Sur les deux classes restant à Môtiers, l'une compterait 19 élèves et l'autre 27.

Ces deux classes à effectifs bien trop élevés nécessiteraient bon nombre de périodes d'appui pour être dédoublées pendant la majorité des périodes d'enseignement.

Sur proposition du corps enseignant de Môtiers-Boveresse et de la direction de l'école Jean-Jacques Rousseau, le Conseil communal a pris la décision de regrouper ces 71 enfants dans quatre classes toutes sises dans le collège de Môtiers, supprimant ainsi le besoin d'appui et de dédoublement sur ces classes à gros effectifs, et donnant à chacune de ces classes un effectif compris entre 17 et 19 pour une situation quasi identique en termes de ressources humaines et donc d'équivalents plein temps.

Il ne s'agit pourtant pas de la fermeture définitive du collège de Boveresse. Les projets du Conseil communal pour le maintien de la vie dans les petits villages passant par une nouvelle organisation des classes dans le cercle et par le programme d'enseignement de l'allemand par immersion à l'horizon 2019 et plus tard. Ces projets ne pourront se faire sans l'utilisation de deux salles de classes dans le collège de Boveresse. La situation est donc temporaire, elle a été présentée jeudi dernier aux parents des élèves de Môtiers et Boveresse, sans susciter de commentaires particuliers si ce n'est un intérêt certain pour le programme d'immersion de l'allemand PRIMA dont il a également été fait mention.

Bascule d'un point d'impôt des communes vers l'Etat

M. Frédéric Mairy (cc) rappelle que lors du vote du budget 2018, il subsistait encore une inconnue relative à la bascule souhaitée par l'Etat de voir un point d'impôt partir des communes vers l'Etat. Les communes neuchâteloises ont renoncé à lancer un référendum contre la décision prise par le Grand Conseil qui atténuait passablement l'impact pour les communes au bénéfice de la péréquation intercommunale, ce qui est le cas de Val-de-Travers. Le Conseil communal avait indiqué à l'époque quelle pouvait être la hauteur de cet impact sur notre budget 2018, elle était relativement faible, de 40'000 francs seulement environ. C'est pour cette raison-là, mais aussi au vu de l'importance de l'intérêt général pour le Canton de permettre aux communes et au Canton de travailler ensemble sur des projets importants en 2018 en matière notamment de réforme financière, que la commune de Val-de-Travers n'a pas souhaité elle non-plus s'associer au lancement d'un référendum. Du coup, l'Association des communes neuchâteloises a pris un vote relativement clair sur ce sujet. M. Mairy tenait à rappeler ce soir à l'Assemblée quel était l'impact de cette mesure.

Sécurité sur le chemin des Oeuvreux à Couvet (suite à l'interpellation du groupe UDC déposée pour la séance du 11 décembre 2017)

M. Fatton (cc) donne l'information suivante pour donner suite à l'interpellation du groupe UDC et en complément à la réponse déjà apportée par le Conseil communal lors de la séance du 11 décembre 2017 : « *Notre Autorité a mandaté le BPA, bureau pour la prévention des accidents, pour la réalisation d'un audit sur cet objet. A ce jour, l'expertise n'est pas terminée. Il va de soi qu'une fois connue, celle-ci permettra au Conseil communal de prendre les mesures qui s'imposent en cas de besoin dans ce dossier.* »

Accès au Magasin COOP de Fleurier (suite à la question du groupe POP déposée pour la séance du 11 décembre 2017)

M. Fatton (cc) poursuit : « *Le magasin COOP a respecté les normes en vigueur pour ce qui est de la fermeture de sa porte en Sud du magasin. De plus, il est important de savoir que le trottoir au Sud du magasin est propriété de la COOP.*

Une partie du trottoir en arrondi devant l'établissement Pizza Fun est de compétence communale mais construit sur du DP cantonal et l'autre partie de l'arrondi sur du DP communal et à charge de la commune.

Enfin, la dernière partie du trottoir rectiligne partant au Nord toujours devant l'établissement est la propriété de Pizza Fun.

Dès lors, pour répondre à la question de sécurité et d'accès, le Conseil communal procèdera à l'élargissement de cette dernière partie en accord avec Pizza Fun pour permettre de résoudre les difficultés rencontrées actuellement. Ces travaux seront effectués au retour des beaux jours, s'ils reviennent. »

8. MOTIONS, PROPOSITIONS ET PROJETS D'INITIATIVES COMMUNALES

Aucune motion, proposition, ni projet d'initiative communale n'est présenté par le Législatif.

12. RESOLUTIONS

Aucune résolution n'est présentée par le Conseil général.

13. INTERPELLATIONS ET QUESTIONS

A) INTERPELLATIONS

1. Interpellation du groupe POP au sujet de la **prévention de conflit d'intérêts**

« Le POP s'interroge au sujet de la prévention d'éventuels conflits d'intérêts au sein de la commune.

Les règlements et procédures contiennent-ils des garde-fous contre des situations de « copinage » ou de manque de transparence dans l'attribution de mandats ? Par exemple, y a-t-il systématiquement des appels d'offres au moment d'externaliser une tâche de nettoyage ? Est-il clairement établi que l'étude d'architectes à qui est confié une étude de faisabilité ne participera pas à l'appel d'offres si le projet étudié se concrétise ?

Quand une tâche est externalisée, le Conseiller communal en charge du dicastère concerné s'assure-t-il que les employés de l'entreprise engagée reçoivent un traitement salarial conforme, au moins, au minimum légal dans le canton ?

Nous estimons que la commune se doit d'être transparente et exemplaire et que cette notion devrait être clairement traitée par écrit dans nos règlements et marches à suivre. »

M. Mermet (cc) indique que le Conseil communal répondra de façon argumentée et détaillée lors d'une prochaine séance étant donné que cette interpellation recoupe des éléments importants et qu'il est nécessaire de pouvoir les développer.

B) QUESTIONS

1. Question du groupe Les Verts concernant **le projet Travers-Express.**

« Où en est le projet Travers-Express ?

Le projet de sauvetage de la gare traversine est-il en bonne voie ou dans un cul-de-sac ?

La commune fait-elle tout ce qui est en son pouvoir pour permettre sa réhabilitation et éviter le spectre d'une démolition ordonnée par la régie des CFF ? »

M. Mairy (cc) répond au groupe des Verts qui souhaite savoir, concernant le projet Travers-Express, si la commune a fait tout ce qui était en son pouvoir pour permettre à ce projet de se réaliser. Un pouvoir qui est heureusement large puisque les conseillers communaux ont la chance de travailler à

plein temps ce qui leur a permis d'essayer d'accompagner au mieux ce projet et ce depuis sa naissance. Le Conseil communal, par le prédécesseur de M. Mairy tout d'abord et ensuite par lui-même, a cherché à accompagner autant que possible la réalisation de ce projet sur laquelle, hélas, la marche de manœuvre de la commune est relativement faible, dans la mesure où le terrain appartient aux CFF et qu'il s'agit d'un bâtiment que les CFF souhaitaient démolir. Raison pour laquelle les CFF ont voulu que le projet initial de l'association qui portait ce projet prenne une ampleur beaucoup plus grande que celle qui était prévu au départ, en développant un véritable concept hôtelier. Ce qui a été fait par plusieurs études que la commune a également soutenues, non seulement par son accompagnement mais aussi d'un point de vue financier. La commune s'est également engagée auprès des CFF, dans la mesure où les études ont conclu à la faisabilité d'un projet hôtelier. Le Conseil communal et le Conseil général également, puisque ce dernier a été informé de ce projet, avaient décidé de se porter acquéreur de ce terrain le jour où le projet pourrait se réaliser. Ceci était un élément important de nature à crédibiliser le projet, non seulement vis-à-vis des CFF, mais aussi vis-à-vis des partenaires susceptibles de le soutenir. On pense ici évidemment aux fondations, à des sponsors, aux banques. Le problème qu'a rencontré ce projet, c'est de voir sa finalisation arriver dans une période moins clémente que celle qui était lorsqu'il avait été lancé, avec des entreprises beaucoup plus frileuses pour s'associer à ce projet en terme de sponsoring ; des banques très frileuses également vis-à-vis du secteur hôtelier ; et puis les banques qui étaient d'autant plus frileuses que les fondations qui ont été approchées se montraient elles-aussi peu enclines à soutenir le projet, dans la mesure où les banques ne soutenaient pas non plus… la situation était vraiment assez difficile à résoudre. Ce qu'il faut relever surtout dans ce projet c'est la ténacité de ses porteurs qui ont travaillé maintenant depuis plusieurs années et qui n'ont pas non plus envie de tout laisser tomber. Ils réfléchissent aujourd'hui à une alternative. La commune reste évidemment en contact avec eux, puisqu'elle reste, vis-à-vis des CFF, possible acquéreur de la parcelle. A voir ensuite, selon la teneur de cette alternative, si un soutien communal reste utile, si une acquisition reste possible comme c'était le cas pour le projet précédent. L'impression générale est d'avoir fait ce qu'il était possible pour permettre à ce projet d'avancer. Il est regrettable, tout autant pour le Conseil communal que les porteurs du projet, que ce projet n'ait pu se réaliser. Le Conseil communal espère, comme dit précédemment, pouvoir accompagner l'association avec l'alternative qui se réfléchit aujourd'hui.

Ayant épuisé les points à l'ordre du jour et la parole n'étant plus demandée, la présidente remercie le public de s'être déplacé ainsi que la presse. Elle souhaite à toutes et tous une excellente soirée et lève la séance à 21h30.

AU NOM DU CONSEIL GENERAL

LA PRESIDENTE : LE SECRETAIRE-SUPPLEANT :

Christiane Barbey Hans Peter Gfeller

Intervention en suspens :

- POP : Prévention de conflits d'intérêts

Motion en suspens :

- PLR : Participation au programme « easyvote », déposée lors de sa séance du 16 juin 2017

Postulat en suspens :

✓ Les Verts : « Plan de sauvetage du CSR »